

L'administration dans le collimateur

A la mi-décembre 2003, décembre le conseil des ministres a adopté un projet de loi sur l'administration et les biens publics. Ce projet vise à perfectionner l'administration et à préserver les biens publics des prédateurs qui sont légion dans le système étatique. Ce projet tombe à point nommé à un moment où notre administration bat de l'aile et où l'on crie sur les toits qu'il est temps de mettre fin à la gabegie.

En effet, notre administration qui ne se distingue pas par ses performances a besoin d'une réforme en profondeur et d'un personnel de qualité. Espérons tout simplement que la fameuse formule " l'homme qu'il faut à la place qu'il faut " reprise à son compte par le Porte-parole du gouvernement ne soit pas un vœu pieux.

Quoiqu'il en soit, nous sommes encore loin du compte et nous avons vraiment du chemin à faire.

Au service de leurs poches et de leurs proches

A l'heure actuelle, la machine administrative est complètement grippée et les capitaines de bateaux que sont les Walis et les Hakems, véritables potentats locaux sont plutôt au service de leurs poches et de leurs proches. Les citoyens qui auraient dû être la cible principale sont des laissés pour compte et

subissent les caprices de l'administration plutôt qu'ils n'en tirent profit. Nous sommes encore très loin de " l'administration de développement au service du citoyen " que l'on veut instaurer actuellement.

Aujourd'hui, on a affaire à une administration corrompue et inefficace. C'est ainsi que pour faire une simple pièce d'état civil (acte de naissance, certificat de mariage, etc.) non seulement on vous sucera jusqu'aux os mais on vous traînera pendant longtemps. Et pour tout celui qui ne voudrait pas coopérer (mettre la main à la poche), il devrait vraiment être armé de patience car on pourrait le traîner des mois durant pour une simple signature.

Cette inefficacité de l'administration est aggravée encore plus non seulement par la carence des agents mais aussi et surtout par l'absentéisme. Il n'est pas rare en effet qu'un agent très sollicité abandonne son poste pour le plaisir de voir des citoyens courir derrière lui pour régler un petit problème. Ce comportement irresponsable et répréhensible s'explique par l'incurie de ces agents et l'absence chez eux d'une conscience citoyenne. Cette désorganisation de l'administration est malheureusement le lot de tous les secteurs. Que ça soit dans les

écoles, les hôpitaux ou dans tous les autres services, c'est partout l'anarchie et le laisser aller. Dans certains bureaux qui donnent une très mauvaise impression, l'image de l'administration est si dévalorisée et le dénuement est parfois tel que l'on doute même de l'existence de l'Etat. Comment se fait-il en effet que dans les bureaux d'une inspection départementale du MEN, on ne trouve même pas où s'asseoir faute de sièges et le bureau de l'inspecteur avec un décor indigne doublé d'une désorganisation fait plutôt penser à une boutique? Ce n'est pas faute de moyens pourtant que ce soi disant commis de l'Etat n'arrive même pas à donner une bonne image de lui même ; quand à l'administration qu'il représente, c'est son dernier souci. Et ce n'est là qu'un exemple banal de ce qu'on rencontre généralement dans notre administration.

L'autre volet de ce projet de loi concerne la sauvegarde des biens publics et Dieu sait qu'ils en ont vraiment besoin dans un pays où l'Etat est assimilé à une vache à lait et où tout un chacun (responsable de quelque chose) peut se servir à volonté. Pour ce volet sensible et capital, on promet aussi un changement et à en croire le porte-parole du gouvernement, rien ne sera plus comme avant et les responsables

de la délinquance financière répondront désormais de leurs actes devant les tribunaux compétents.

En tout cas, l'ampleur des détournements des deniers publics est telle que seules des mesures énergiques et dissuasives pourraient influencer sur un phénomène qui porte un tort énorme à toute la communauté nationale. En effet, à tous les échelons de l'administration, nos " responsables " s'enrichissent sans vergogne. Nos hauts et petits responsables sont tous milliardaires et les biens publics qu'ils sont censés gérés sont dilapidés au vu et au su de tous. Des fortunes colossales se sont ainsi bâties au dos de l'Etat et l'on rivalise au sein de l'establishment pour entrer dans le Guinness des records. Chacun collectionne les troupeaux-qui comptent souvent des milliers de têtes et -s'il vous plaît- nourris et entretenus aux frais de l'Etat, les biens immobiliers et agraires(châteaux ,périmètres ,etc.) et se met à l'abri du besoin pour de bon car il pourrait continuer à pomper tant qu'il aura la chance d'occuper un poste juteux. Et jusque-là on laissait faire. Avec cette nouvelle loi, les choses devraient enfin rentrer dans l'ordre pour permettre à tous les citoyens sans distinction aucune de jouir pleinement des richesses nationales.

BAKARI GUËYE